



Conseil de sécurité

Distr. générale
12 novembre 2002

Original: français

**Lettre datée du 12 novembre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la République démocratique du Congo
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre, en annexe de la présente, un communiqué en date du 11 novembre 2002 émanant de la présidence de la République que je vous prierais de bien vouloir faire circuler comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Atoki **Ileka**



**Annexe à la lettre datée du 12 novembre 2002, adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la République démocratique du Congo
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Communiqué de la présidence de la République

Le 11 novembre 2002

Dans sa déclaration datée du 2 juin 2000 (S/PRST/2000/20), le Président du Conseil de sécurité avait demandé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de mettre en place un groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de notre pays. Le mandat spécifique de ce groupe d'experts consistait à examiner les rapports et réunir les informations sur toutes les activités d'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo en violation de la souveraineté du pays et de l'intégrité territoriale; et étudier et analyser les liens existant entre l'exploitation des ressources naturelles et autres richesses du pays et la poursuite du conflit en République démocratique du Congo.

Il résulte de cette déclaration que le mandat du groupe d'experts consistait non seulement à étayer les informations suivant lesquelles les ressources naturelles et autres formes de richesse de notre pays étaient illégalement exploitées en violation de la souveraineté du pays, mais aussi à établir les liens de causalité adéquate entre cette exploitation des ressources naturelles et la présence des forces d'agression et d'occupation dans notre pays.

Il importe par ailleurs de préciser que la déclaration du 2 juin 2000 du Président du Conseil de sécurité faisait suite à deux lettres que le Représentant de notre pays auprès des Nations Unies avait adressées au Conseil de sécurité aux fins de dénoncer fermement le pillage des ressources du pays par les forces étrangères non invitées.

Le Président de la République, chef de l'État, chef du Gouvernement, tient à exprimer sa satisfaction pour le travail réalisé par les experts onusiens, qui ont affirmé avec certitude que le conflit qui ravage notre pays est alimenté par la convoitise sur les ressources naturelles de la République démocratique du Congo.

Le rapport du groupe d'experts atteste également que la présence des forces d'agression et d'occupation n'était nullement motivée par des préoccupations sécuritaires.

Étant donné que le rapport final du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo a mis en cause certains membres du Gouvernement et des personnes investies d'un mandat public, le chef de l'État en sa qualité de garant de l'intérêt supérieur de la nation, soucieux du bon fonctionnement des institutions de la République, porte à la connaissance de l'opinion aussi bien nationale qu'internationale ce qui suit :

1. Il a pris acte de l'ouverture, par le Procureur général de la République, d'une information judiciaire tendant à infirmer ou à confirmer les allégations contenues dans le rapport du groupe de l'ONU;

2. Toutes les personnes qui détiendraient des informations pouvant concourir à l'établissement des faits et à la manifestation de la vérité doivent contacter l'office du Procureur général de la République à cet effet;

3. Le Procureur général de la République est chargé de poser avec célérité tous les actes qu'exige son ministère aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. À la rigueur, il devra se rendre à New York rencontrer M. Kassem, Président du Groupe d'experts des Nations Unies, afin qu'éclate la vérité;

4. Tenant compte d'une part du principe de présomption d'innocence et du droit des personnalités citées dans le rapport d'être entendues et de faire valoir tous moyens de défense et, d'autre part, de la nécessité de permettre à la justice d'assurer sa mission en toute sérénité et indépendance, le Président de la République a décidé à dater de ce jour la suspension de toutes ces personnalités pour raison d'enquête, à savoir :

M. Mwenze Kongolo, Ministre de la sécurité nationale et de l'ordre public;
M. Katumba Mwanke, Ministre à la Présidence de la République;
M. Denis Kalume Numbi, Ministre du plan et de la reconstruction nationale;
M. Mawampanga Mwana Nanga, Ambassadeur;
M. Kazadi Nyembwe, Administrateur général de l'Agence nationale de renseignements;
M. Charles Okoto Lolakombe, ancien Président-Directeur général de la MIBA.
